

**Israël - Territoires palestiniens -
Bande de Gaza - Réponse de M.
Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire
d'Etat auprès du ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
à une question au gouvernement à
l'Assemblée nationale
(Paris, 04 avril 2018)**

Mesdames et Messieurs les Députés,

Monsieur le Député,

Hélas, les décennies se suivent et trop souvent se ressemblent dans ce Proche-Orient où, effectivement, des larmes de sang retombent sur les familles, qu'elles soient palestiniennes ou israéliennes.

Et, oui, la réponse israélienne aux manifestations des derniers jours dans la Bande de Gaza a été entachée de graves violences : 18 morts, plus de 1000 blessés dont un nombre important de blessés par balles, vous l'avez souligné.

Donc, la France, effectivement, a rappelé aux autorités israéliennes leur devoir de protection des civils et leur demande d'agir avec un usage proportionné de la force, avec la plus grande retenue parce que ces manifestations sont appelées à se poursuivre jusqu'au 15 mai prochain. Et, compte-tenu de ce qui s'est passé, il était important de rappeler un certain nombre d'éléments pour les semaines à venir.

La France a aussi rappelé le droit des Palestiniens à manifester pacifiquement. Insistons sur le "pacifiquement" peut-être aussi. Il faut rappeler le contexte. Gaza connaît une grave crise humanitaire, renforcée d'ailleurs par les difficultés financières de l'agence des réfugiés, l'UNRWA.

Il est donc urgent qu'Israéliens, Palestiniens puissent enfin travailler, se mettre d'accord sur la levée des blocus, des garanties de sécurité crédibles aussi pour Israël parce que des tunnels offensifs ont été trouvés, parce que des explosifs ont visé des soldats israéliens.

Il est donc important, nous le croyons, que le droit, tout le droit soit respecté. C'est-à-dire la mise en place de deux Etats, la reprise des négociations sur cette base-là et faire en sorte que le Conseil de sécurité de l'ONU continue à rester activement saisi du sujet./.